

Egalité des genres et droits des femmes : Les Nigériens exigent plus d'efforts de leurs gouvernants

Dépêche No. 629 d'Afrobarometer | Siddo Moumouni

Résumé

L'égalité des genres ou des sexes est reconnue par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et constitue le cinquième Objectif de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. La notion fait référence à l'égal accès aux droits, ressources et opportunités et est essentielle pour construire une société épanouie car l'autonomisation de la femme stimule la productivité et la croissance économique (Lizarzaburu, 2014 ; Eiding, 2020).

Au Niger, la Constitution consacre le principe d'égalité et bannit toute sorte de discrimination basée sur le sexe. Malgré l'existence de cette disposition, les lois coutumières moins favorables à l'égalité sont plus appliquées et entretiennent les disparités entre les genres. Seulement 4,6% des ménages dirigés par une femme possèdent un champ contre 79,8 % des ménages dirigés par les hommes (Meyers, 2019). Les femmes (22,1%) sont moins alphabétisées que les hommes (38,64%) et ont besoin de l'aval d'un homme pour prendre des décisions importantes pendant que l'inverse est rare (Samuel Hall, 2021 ; Institut National de la Statistique, 2012).

La présente dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire d'Afrobarometer Round 9 (2021/2023) pour explorer les expériences et les perceptions des Africains sur l'égalité des sexes dans le contrôle des actifs, l'embauche, la propriété foncière et le leadership politique.

Il ressort que les Nigériens adhèrent aux principes d'égalité en ce qui concerne l'éligibilité en politique, mais ne sont pas d'accord pour un accès égal à l'emploi et au foncier. S'ils pensent que les femmes qui se présentent aux élections gagneraient en réputation, beaucoup sont-ils à dire qu'il est probable que ces dernières soient critiquées ou harcelées par leur communauté ou aient des ennuis avec leur famille.

Des gaps remarquables entre les sexes existent en ce qui concerne l'accès à l'éducation, la possession de certains actifs et l'autonomie dans la gestion des revenus.

L'inégalité d'accès à l'éducation et de traitement en milieu professionnel, le manque de femmes à des postes d'influence et les violences sexistes sont les plus grands défis liés au genre selon les citoyens, qui approuvent les efforts de leur gouvernement dans la promotion de l'égalité des chances en faveur des femmes mais demandent encore davantage.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en

cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Niger, conduite par le Laboratoire d'Etudes sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL), s'est entretenue avec 1.200 adultes nigériens en juin 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Niger en 2013, 2015, 2018 et 2020.

Résultats clés

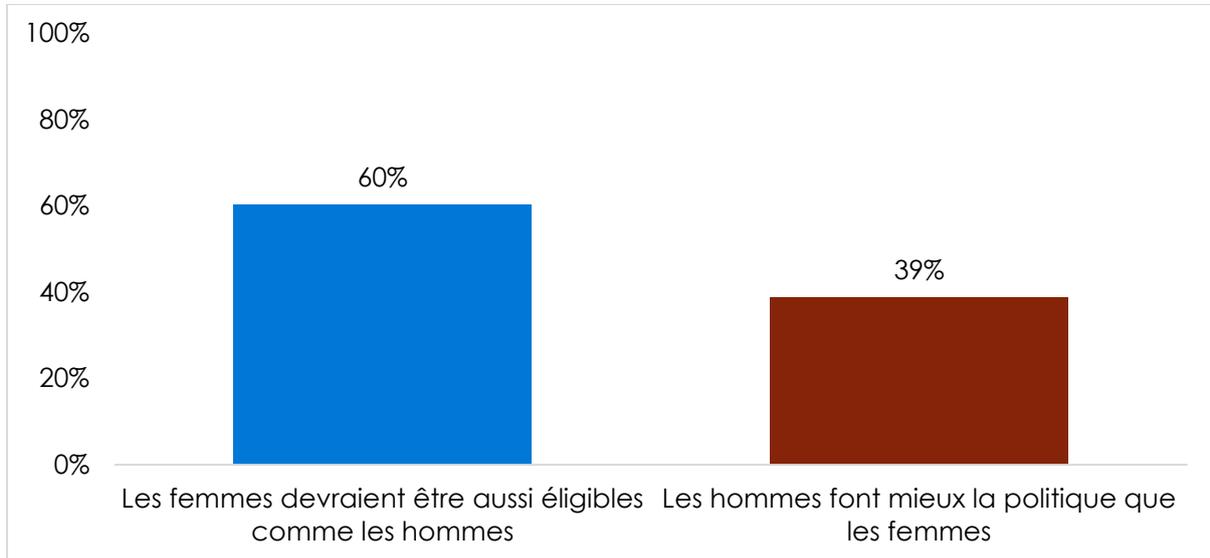
- La majorité (60%) des Nigériens affirment que les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.
 - Si les trois quarts (76%) des citoyens pensent qu'il est probable qu'une femme qui se présente aux élections gagne en réputation, plus de la moitié disent qu'elle pourrait également subir des critiques ou du harcèlement (56%) et avoir des problèmes avec sa famille (52%).
- Les Nigériens n'adhèrent pas aux principes d'égalité en ce qui concerne l'accès à l'emploi (62%) et à la terre (56%).
 - Près de six répondants sur 10 affirment que les femmes jouissent effectivement de l'égalité d'accès à l'emploi (57%), mais seulement 38% ont le même point de vue concernant l'accès au foncier.
- Les hommes ont plus profité de l'éducation secondaire et post-secondaire que les femmes (22% vs. 15%), tandis qu'il y a plus de femmes que d'hommes non-instruits (69% vs. 61%).
- Plus d'hommes que de femmes possèdent des actifs comme un téléphone portable (81% vs. 54%), une radio (53% vs. 23%), une voiture ou moto (25% vs. 6%) et une télévision (16% vs. 10%).
- Les hommes (43%) ont plus d'autonomie dans la gestion des revenus de leur ménage que les femmes (23%).
- L'inégalité d'accès à l'éducation, le manque de femmes à des postes d'influence, l'inégalité dans le traitement en milieu professionnel et les violences sexistes sont les plus grands défis liés au genre selon les citoyens.
- La majorité des Nigériens apprécie bien les efforts de leur gouvernement dans la promotion de l'égalité des chances en faveur des femmes (59%), mais demandent encore davantage (70%).

Demande d'égalité

Les Nigériens adoptent une position mitigée sur les principes d'égalité des genres. La majorité d'entre eux sont pour l'égalité en éligibilité en politique, mais ne sont pas d'accord pour l'égalité devant l'emploi et le foncier.

Six répondants sur 10 (60%) affirment que les femmes devraient être éligibles à des postes politiques au même titre que les hommes, tandis que 39% pensent que les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques (Figure 1).

Figure 1 : Les femmes devraient-elles être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

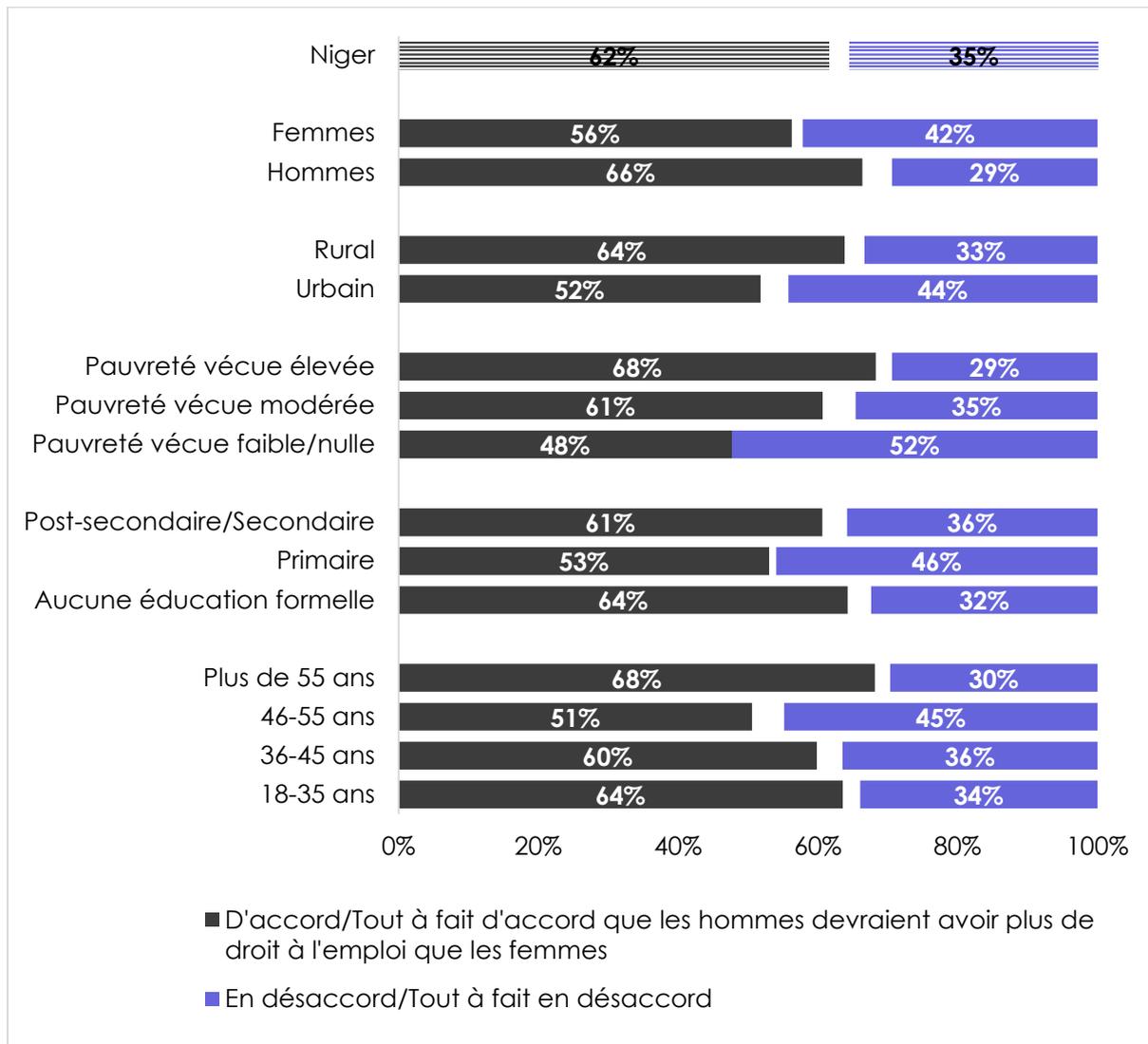
Plus de six répondants sur 10 (62%) approuvent le principe selon lequel les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes lorsque l'emploi se fait rare (Figure 2).

La propension à accepter un traitement inégal basé sur le sexe dans l'accès à l'emploi est plus forte chez les non nantis (68%),¹ les personnes âgées (68% des plus de 55 ans), les hommes (66%), les non-instruits (64%) et les ruraux (64%) que chez leurs homologues respectifs.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : Les hommes devraient-ils avoir la priorité sur l'emploi ? | par groupe démographique | Niger | 2022

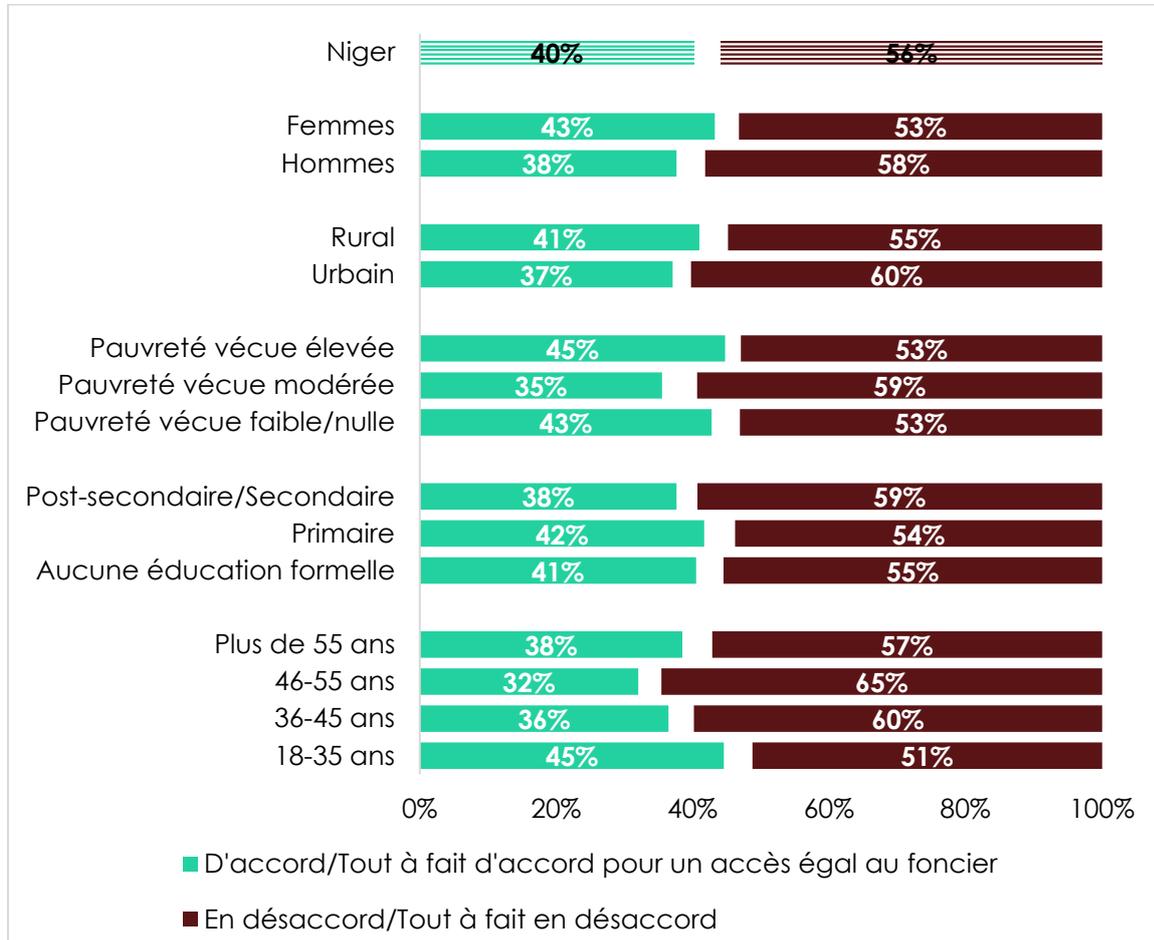


Question posée aux répondants : Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes ?

En plus, la majorité (56%) des citoyens avalisent que les femmes ne devraient pas avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes en ce qui concerne le foncier (Figure 3).

Cette opinion est plus soutenue par les hommes (58%) que les femmes (53%), par les citadins (60%) que les ruraux (55%), par les plus instruits (59% des post-secondaires/secondaires) que les moins instruits (54%-55% des primaires/sans instruction formelle) et par les 46-55 ans (65%) que les autres catégories d'âge de répondants.

Figure 3 : Les femmes devraient-elles avoir les mêmes droits à la terre que les hommes ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes, en ce qui concerne le foncier ?

L'offre d'égalité

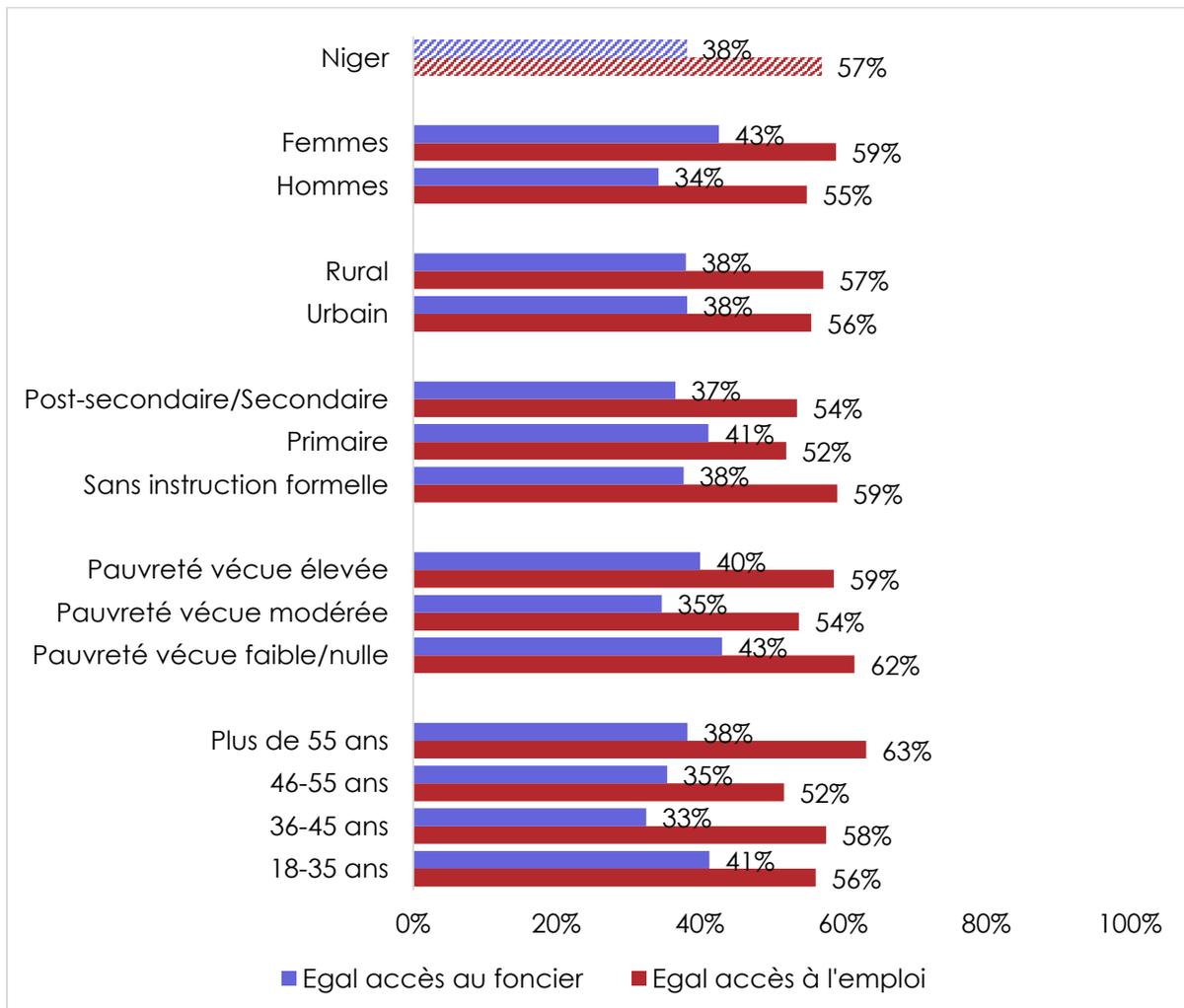
Au vu des demandes en égalité, les perceptions des Nigériens sur la pratique des principes égalitaires sont peu surprenantes au niveau de l'accès au foncier contrairement à l'accès à l'emploi.

Seulement 38% des répondants affirment que les femmes et les hommes ont aujourd'hui les mêmes chances de posséder et d'hériter un terrain, tandis que la majorité (57%) disent que les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi qui rapporte un revenu dans le pays (Figure 4).

L'égal accès au foncier est plus perçu par les femmes (43%), les plus nantis (43%) et les 18-35 ans (41%) que les hommes (34%), les moins nantis (35%-40%) et les plus de 35 ans (33%-38%).

La perception d'un égal accès à l'emploi quant à elle est plus répandue parmi les plus de 55 ans (63%), les plus nantis (62%), les femmes (59%) et les non-instruits (59%) que parmi les 18-55 ans (52%-58%), les moins nantis (54%-59%), les hommes (55%) et les répondants instruits (52%-54%).

Figure 4 : Offre d'égalité d'accès à l'emploi et au foncier | Niger | 2022



Questions posées aux répondants : Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord, ou n'en avez-vous pas entendu pour vous exprimer :

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi qui rapporte un revenu ?

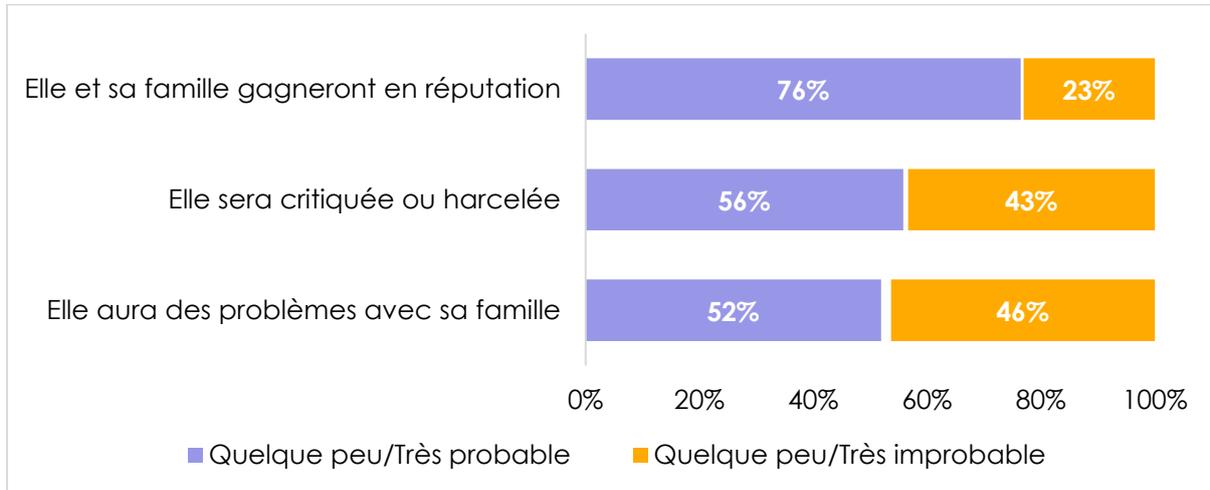
Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter ?

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

L'accès au foncier n'est pas le seul domaine dans lequel existe des différences au niveau des genres au Niger. La participation des femmes à la compétition politique sur le même pied d'égalité que les hommes est un principe auquel les Nigériens ont largement adhéré, mais ils estiment que l'acte de candidature d'une femme à un poste électif peut entraîner diverses conséquences sur sa vie.

Trois quarts (76%) des Nigériens pensent que si une femme de leur communauté se présente aux élections, elle et sa famille gagneront probablement en réputation (Figure 5). En revanche, c'est plus de la moitié des répondants qui estiment que cette dernière pourrait être critiquée ou harcelée (56%) ou aurait des ennuis avec sa famille (52%).

Figure 5 : Comment la candidature à un poste électif peut-elle affecter la vie des femmes ? | Niger | 2022

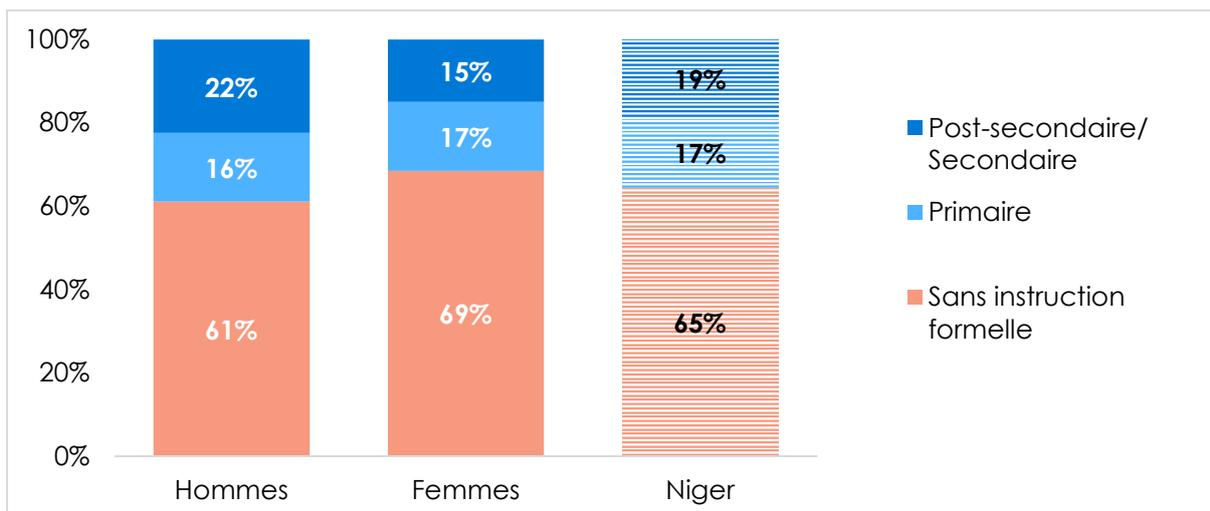


Questions posées aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente aux élections, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent :
 Elle et sa famille gagneront en réputation dans la communauté ?
 Elle sera critiquée, insultée ou harcelée par d'autres membres de la communauté ?
 Elle aura des problèmes avec sa famille ?

L'accès à l'éducation formelle, le contrôle des actifs ainsi que l'autonomie dans la gestion financière présentent aussi des écarts en fonction du sexe.

Plus d'hommes que de femmes ont profité des niveaux secondaire ou post-secondaire d'éducation (22% vs. 15%), tandis que plus de femmes que d'hommes sont non-instruits (69% vs. 61%) (Figure 6).

Figure 6 : Niveau d'instruction | par sexe | Niger | 2022

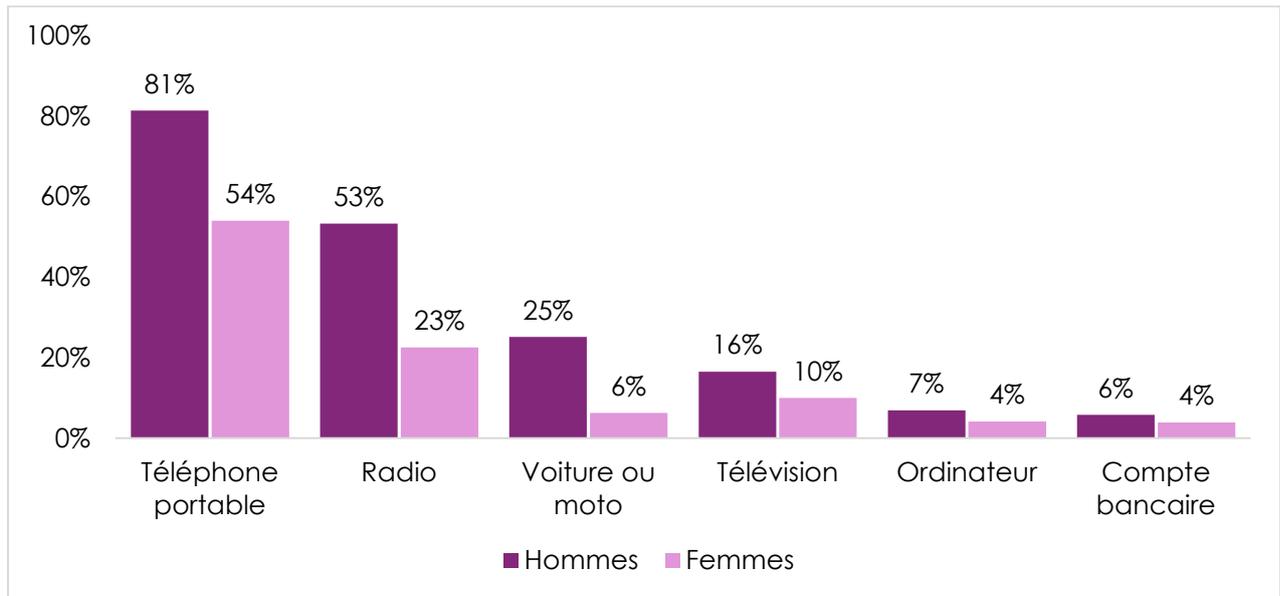


Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Les hommes sont également plus nombreux que les femmes à disposer de téléphone portable (81% vs. 54%), de radio (53% vs. 23%), de voiture ou moto (25% vs. 6%) et de télévision (16% vs. 10%) (Figure 7).

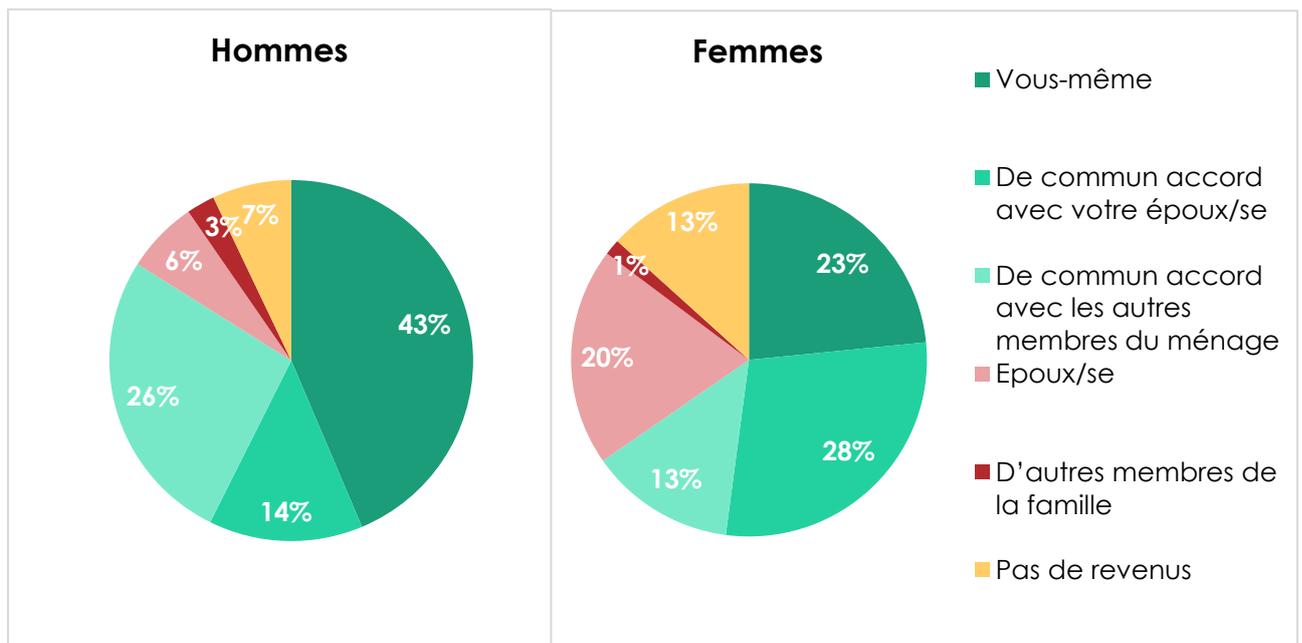
Quant à la prise de décision dans la gestion des revenus gagnés, plus d'hommes (43%) que de femmes (23%) déclarent qu'ils la prennent eux-mêmes. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à indiquer qu'elles n'ont pas leur mot à dire (21% vs. 9%), qu'elles n'ont pas de revenus (13% vs. 7%), et qu'elles s'accordent avec leur époux sur cette décision (28% vs. 14%) (Figure 8).

Figure 7 : Possession d'actifs | par sexe | Niger | 2022



Questions posées aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ? (% qui disent « oui »)

Figure 8 : Qui décide de la gestion des revenus ? | par sexe | Niger | 2022

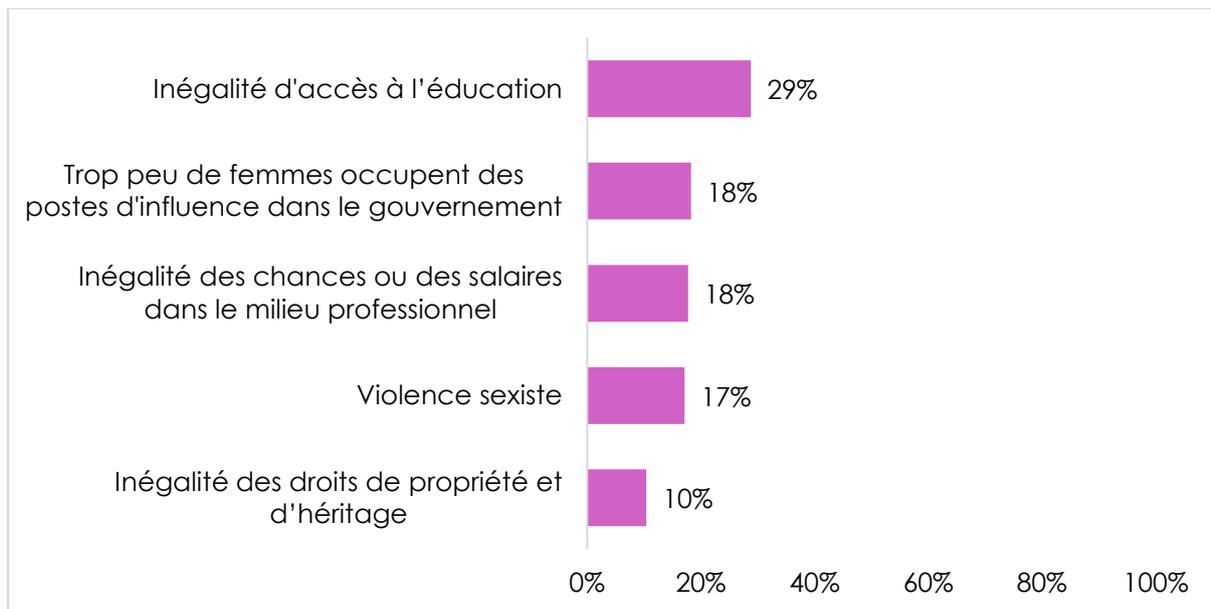


Question posée aux répondants : De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?

Promotion de l'égalité des genres

Aux yeux des Nigériens, l'inégalité d'accès à l'éducation (29%) demeure la plus importante question relative aux droits des femmes à adresser par le gouvernement et la société (Figure 9). Ensuite viennent l'insuffisance des femmes aux postes d'influence (18%), l'inégalité des chances ou de salaires dans le milieu professionnel (18%), la violence sexiste (17%) et l'inégalité des droits de propriété et d'héritage (10%).

Figure 9 : Plus importantes questions relatives aux droits des femmes | Niger | 2022

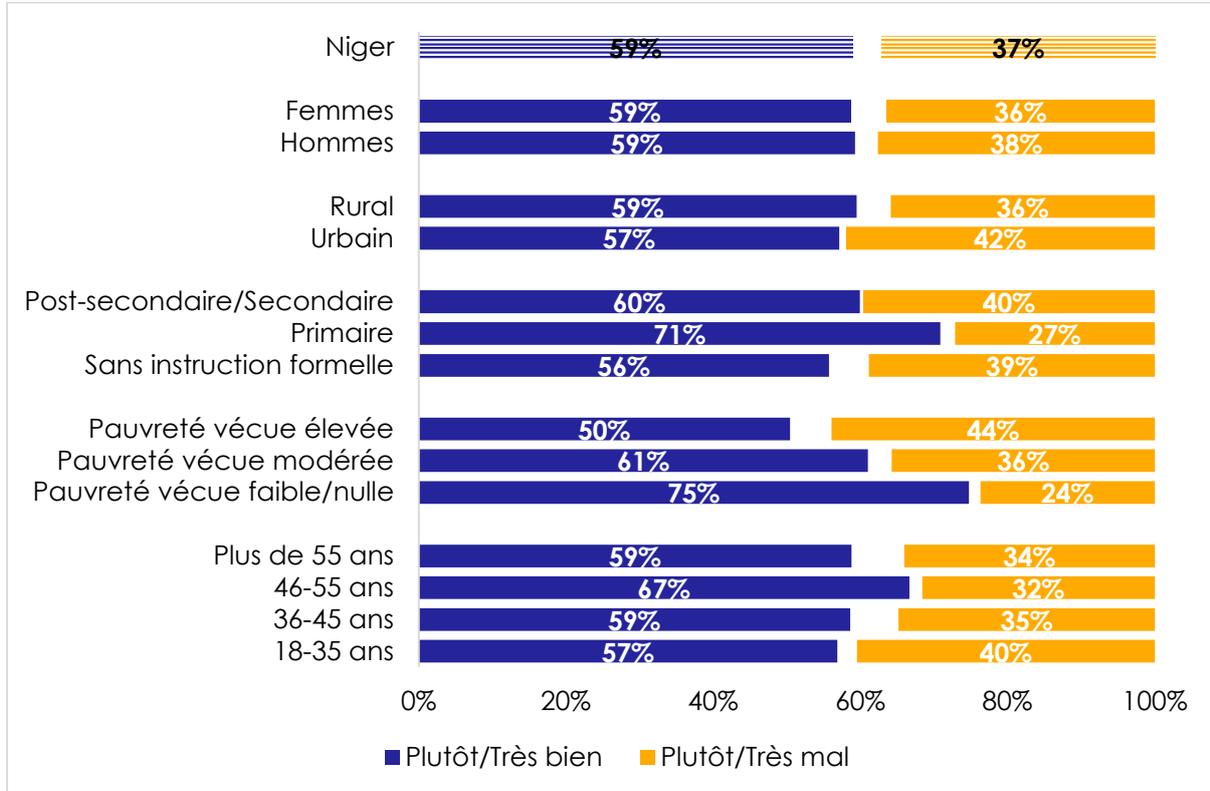


Question posée aux répondants : Selon vous, laquelle des questions suivantes liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes est la plus importante à adresser par notre gouvernement et notre société ?

La majorité (59%) des Nigériens sont d'accord avec les efforts de leur gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes (Figure 10). Cette satisfaction est répandue à travers les groupes démographiques clés mais l'est moins chez les non nantis (50%).

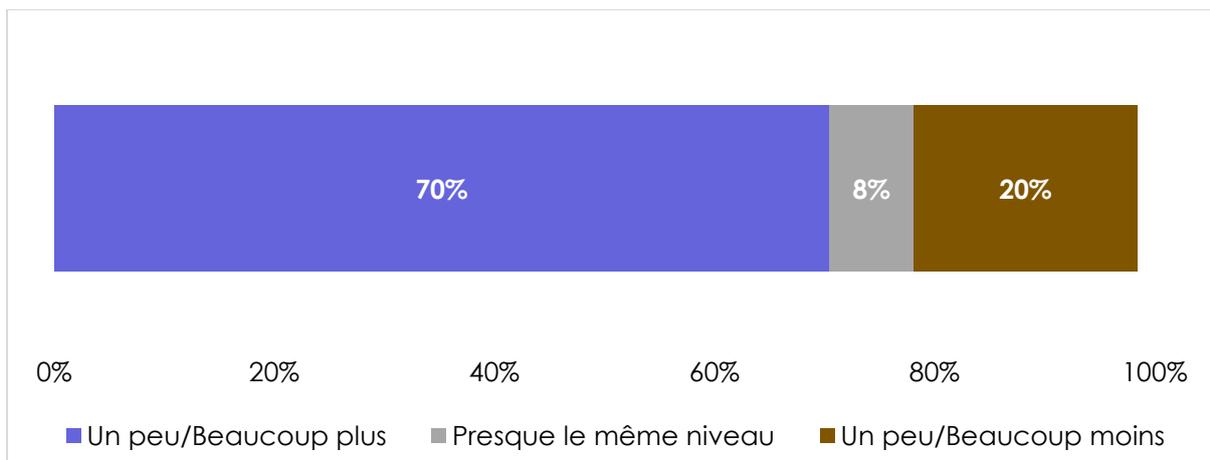
Même s'ils approuvent les performances réalisées dans la promotion de l'égalité entre les genres, une large majorité (70%) sont-ils à réclamer davantage d'actions en faveur de la promotion des droits de la femme (Figure 11).

Figure 10 : Performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes | par groupe démographique | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 11 : Faut-il faire plus ou moins pour promouvoir l'égalité des droits et des chances ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : À votre avis, le gouvernement et les représentants élus devraient-ils faire plus, moins ou maintenir ce qu'ils font actuellement pour promouvoir l'égalité et les droits des femmes ?

Conclusion

Malgré les efforts du Niger pour promouvoir l'égalité des genres, force est de constater que les disparités des genres persistent encore dans plusieurs domaines. Les femmes sont moins instruites que les hommes, et parviennent moins que les hommes aux niveaux supérieurs de l'éducation. Elles n'ont pas les mêmes droits à la possession et à l'héritage du foncier, et peuvent subir des conséquences fâcheuses si elles posent leur candidature à une élection.

Ces résultats viennent ainsi interroger les décideurs politiques et la société sur l'égalité des genres et les droits des femmes et des filles au Niger. Il convient de se questionner sur les politiques et programmes que le gouvernement devra mettre en place pour renforcer l'appropriation et la mise en pratique des principes de l'égalité des genres.

Références

- Eidinger, A. (2020). Égalité des genres. L'Encyclopédie Canadienne.
- Institut National de la Statistique. (2012). Recensement général de la population et de l'habitat 2012.
- Lizarzaburu, L. (2014). Egalité des genres et développement économique. BSI Economics. 6 mai.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Meyers, V. (2019). L'égalité de genre au Niger. Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement.
- Samuel Hall. (2021). Analyse rapide de genre sur le Niger. UNICEF.

Siddo Moumouni est membre de l'équipe Afrobarometer Niger. Email : siddom@yahoo.fr.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 629 d'Afrobarometer | 10 avril 2023